

Ile de France



CONJONCTURE 2ème trimestre 2017 DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

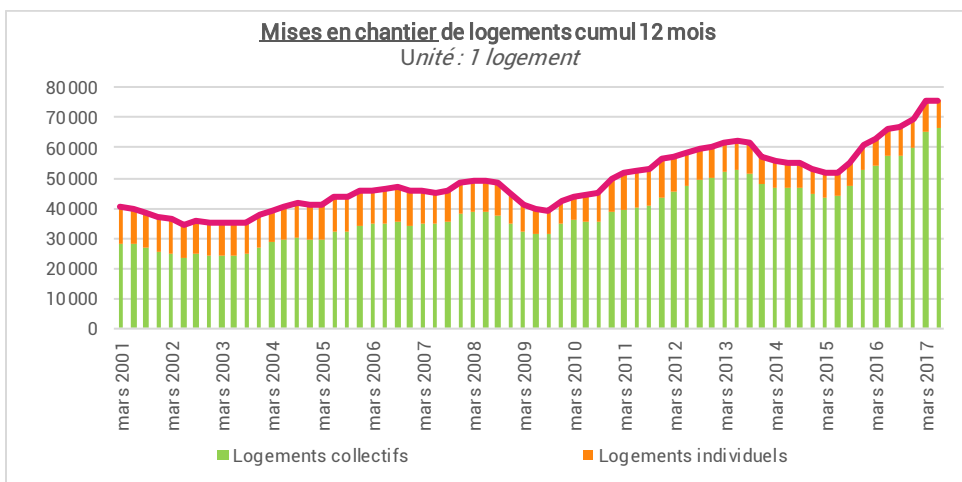
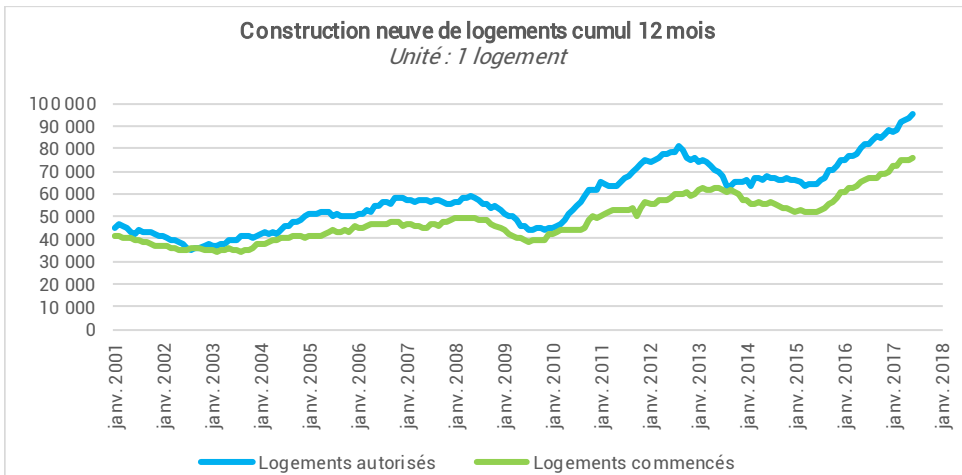
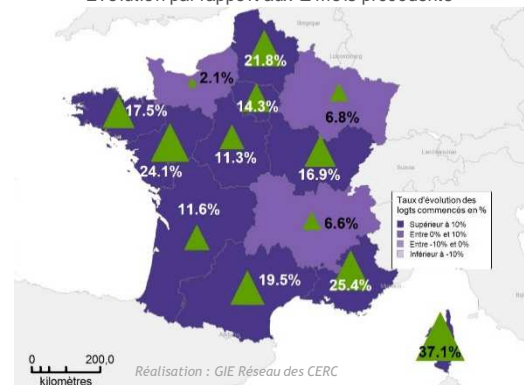
	Île-de-France		France	
Bâtiment résidentiel - construction neuve				
Logements mis en chantier <small>Situation à fin juin 2017 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)</small>	+14,3% ▲	75 800 lgts	+14,4% ▲	397 700 lgts
Logements autorisés <small>Situation à fin juin 2017 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)</small>	+16,0% ▲	95 000 lgts	+13,2% ▲	474 100 lgts
Bâtiment résidentiel - commercialisation				
Réservations de logements (indiv. + coll.) <small>Au 1^{er} trimestre 2017 (évol 1 an)</small>	+7,1% ▲	8 526 lgts	+8,1% ▲	30 909 lgts
Encours de logements (indiv + coll.) <small>A la fin du 1^{er} trimestre 2017 (évol 1 an)</small>	+1,6% ▲	24 668 lgts	-2,4% ▼	98 499 lgts
Prix des logements collectifs <small>Au 1^{er} trimestre 2017 (évol 1 an)</small>	+2,2% ▲	4 778 €/m ²	+1,1% ▲	3 953 €/m ²
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro				
Travaux liés à l'éco-PTZ <small>De janvier à la fin du 1^{er} trimestre 2017 (évol 1 an), en M€</small>	+52,5% ▲	5,11 M€	+8,3% ▲	90,95 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve				
Surface de locaux mis en chantier <small>Situation à fin juin 2017 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)</small>	+11,7% ▲	3 544 mill. m ²	+0,6% =	24 505 mill. m ²
Surface de locaux autorisés <small>Situation à fin juin 2017 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)</small>	+14,3% ▲	5 289 mill. m ²	+4,1% ▲	38 281 mill. m ²
Travaux publics				
Activité récente <small>Au 2^e trimestre 2017 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)</small>	▲	55	▲	47
Prévisions d'activité <small>Pour le 3^e trimestre 2017</small>	▲	60	▲	40
Carnets de commandes <small>Au 2^e trimestre 2017 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois</small>	+0,6 mois ▲	8,6 mois	+0,3 mois ▲	5,7 mois
Matériaux				
Production BPE <small>Production de BPE entre janv. et mai 2017 (évol 1 an), en m3</small>	+14,0% ▲	2 365 390 m3	+6,2% ▲	15 483 506 m3
Production Granulats <small>Production de Granulats entre janv. et mai 2017 (évol 1 an), en milliers de tonnes</small>	+3,1% ▲	3 538 kt	+3,2% ▲	123 865 kt
Consommation ciment <small>Consommation de ciment en 2016</small>	+0,3% =	2 050 kt	+1,5% ▲	17 429 kt
Appareil de production				
Emplois salariés dans la construction <small>A la fin du 1^{er} trimestre 2017 (évol 1 an)</small>	+1,7% ▲	284 948 sal.	+0,5% =	1 370 165 sal.
Intérimaires Bâtiment <small>Au 4^e trimestre 2016 (évol 1 an)</small>	+14,8% ▲	11 144 ETP	+12,9% ▲	83 392 ETP
Intérimaires Travaux Publics <small>Au 4^e trimestre 2016 (évol 1 an)</small>	-1,9% ▼	4 328 ETP	+15,0% ▲	30 157 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) <small>Situation à fin juin 2017 (évol 1 an)</small>	-7,9% ▼	46 988 DEFM	-9,2% ▼	308 234 DEFM

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2017 Evol 1 an		
Total logements commencés	75 800 lgts	+14,3%	▲
Dont individuels purs	6 600 lgts	+10,0%	▲
Dont individuels groupés	2 900 lgts	-9,4%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	66 300 lgts	+16,1%	▲
Total logements autorisés	95 000 lgts	+16,0%	▲
Dont individuels purs	7 600 lgts	+5,6%	▲
Dont individuels groupés	4 100 lgts	-8,9%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	83 300 lgts	+18,7%	▲



Logements commencés sur 12 mois à fin juin 2017
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SOeS, Sit@del2,
estimations à fin juin 2017

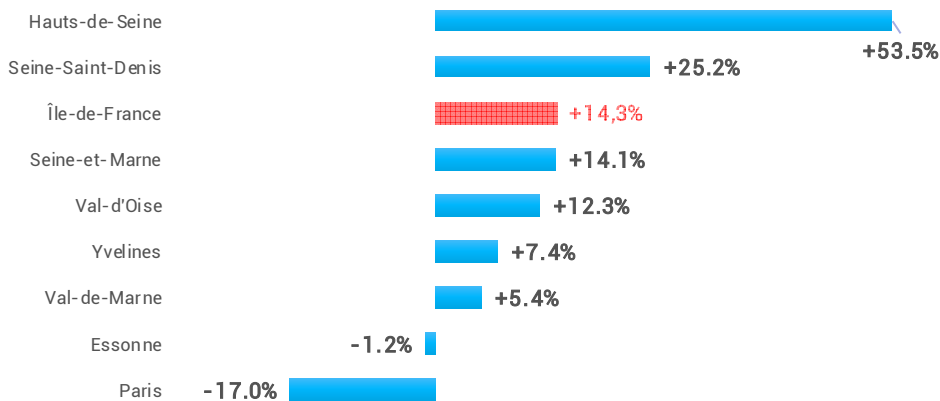
Toujours en progression les mises en chantier sur 12 mois atteignent presque les 76 000 logements soit 14,3% de plus que l'année dernière.
Les logements collectifs continuent, pour le moment leur progression, avec +16,1% de logements supplémentaire.

Le secteur de la maison individuelle peut apparaître assez paradoxale, tandis que la maison individuelle pure progresse de 10%, celui en secteur groupé chute de 9,4%.
Toutefois le niveau de 9500 logements atteint, reste dans la moyenne de ces dernières années.

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

Les mises en chantier de logements dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin juin 2017

Unité : % d'évolution à 1 an



Source :
SOeS, Sit@del2,
estimations à fin juin 2017

Les taux de progressions des mises en chantiers sont toujours importants en Ile de France sur la moitié des départements, (au dessus de 12%) avec un pic important sur les Hauts de Seine (+53,5%).

Toutefois cette progression ralentit par rapport au trimestre précédent, qui globalement affichait 19% contre 14,3% au second.

Dans le même temps la dynamique des départements reste la même, et la hiérarchie ne bouge pas.

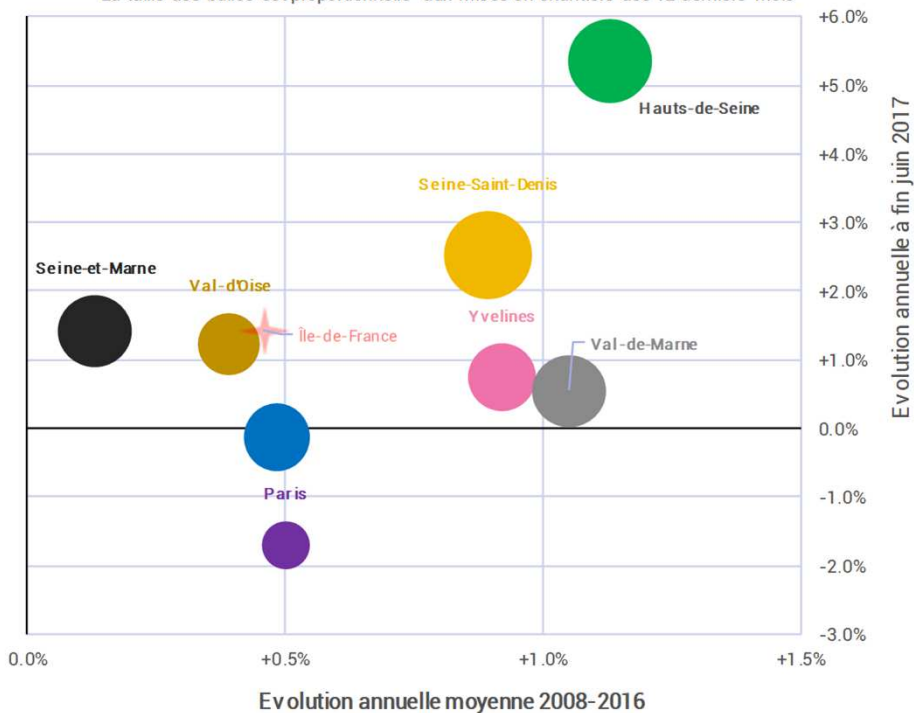
A noter aussi, que la Métropole du Grand Paris pèse 55% de l'ensemble des mises en chantier pour un volume de 41 700 logements.

Paris avec ses 4 400 logements reste un secteur pouvant peu se développer.

Les mises en chantier de logements Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2008-2016

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs collectifs	1 ^{er} trimestre 2017 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	8 589 lgts	+38,2%	▲
Réservations ⁽²⁾	8 079 lgts	+9,2%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	23 438 lgts	+3,6%	▲
Prix des logements collectifs	4 778 €/m ²	+2,2%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	30 821 lgts	+22,8%	▲
Réservations	31 786 lgts	+26,5%	▲

Le volume de logements collectifs commercialisé sur 12 mois, progresse toujours ce premier trimestre.

Toutefois la variation sur un an, ralentit, passant à 22,8% contre 28,3% au trimestre précédent (même période sur un an).

Les mises en vente progressent elles aussi atteignant une variation de +22,8% par rapport à la même période précédente et vient alimenter le volume du stock disponible (+3,6%).

Le stock achevé reste faible avec 525 logements.

+26,5% ▲

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 1^{er} TRIM. 2017 (évol 1an)

31 786 lgts

Sources :

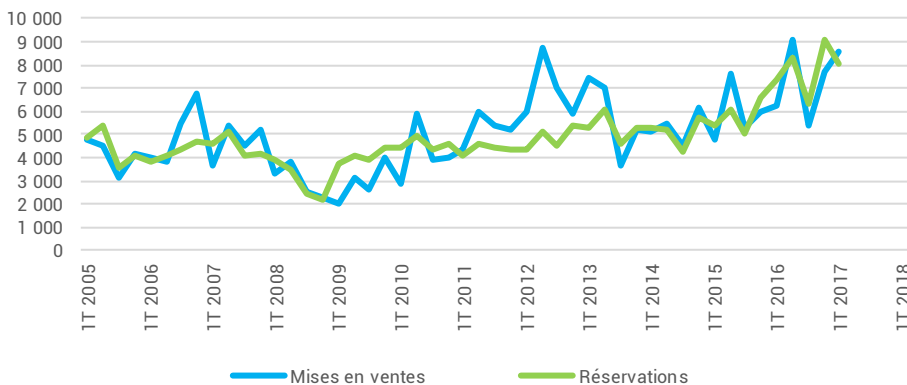
SOeS, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Commercialisation de logements neufs collectifs chaque trimestre - Unité : 1 logement

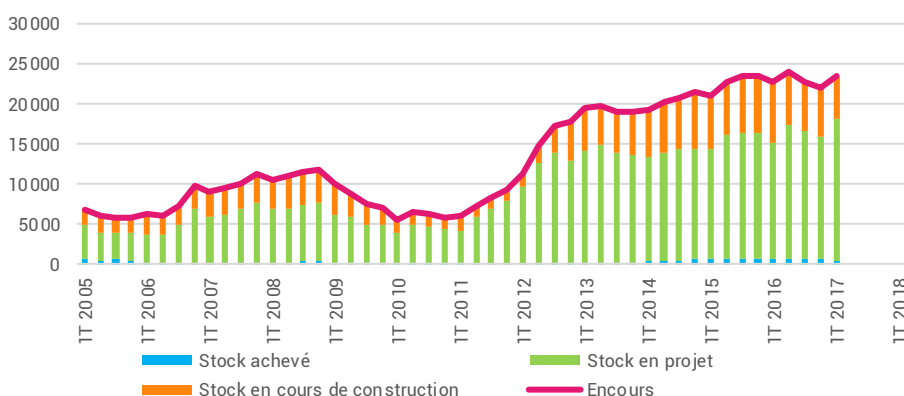


Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

La typologie de l'encours de logements neufs collectifs n'est pas disponible au 3^{ème} trimestre 2015

Encours de logements neufs collectifs chaque trimestre - Unité : 1 logement



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs individuels	1 ^{er} trimestre 2017 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	204 lgts	-70,3%	▼
Réservations ⁽²⁾	447 lgts	-21,0%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	1 230 lgts	-25,5%	▼
Prix des logements individuels	324 788 €/lot	+0,6%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	1 594 lgts	-15,4%	▼
Réservations	2 131 lgts	+21,1%	▲

+21,1% ▲

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS
CUMUL 4 TRIM AU 1^{er} TRIM. 2017 (évol 1an)

2 131 lgts

Sources :

SOeS, ECLN (données brutes)

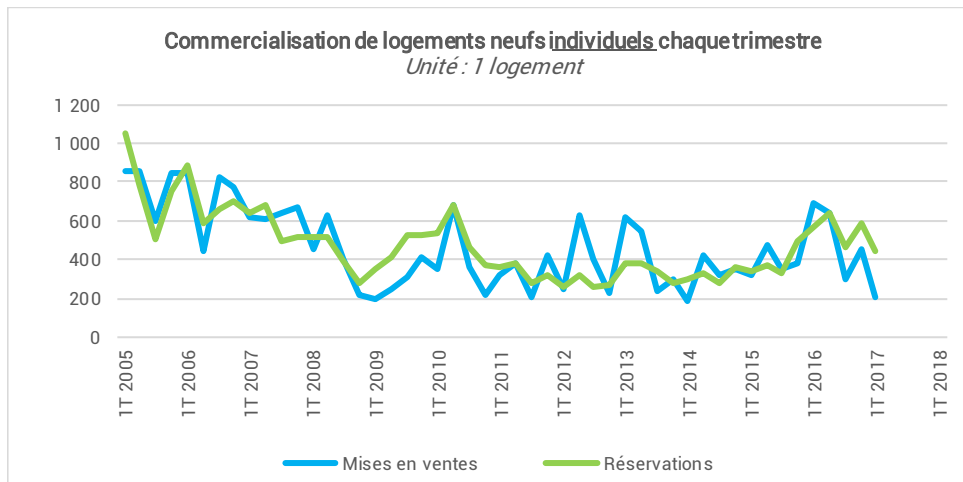
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

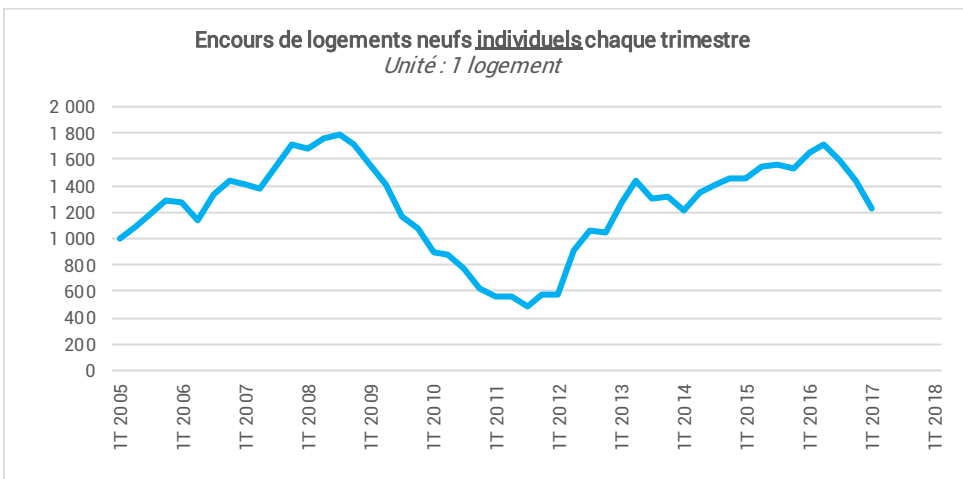
Il est bon de rappeler que la commercialisation des maisons individuelles groupées reste très marginale.

Avec 2131 logements l'augmentation par rapport à l'année dernière présente cependant une variation de +21,1%.



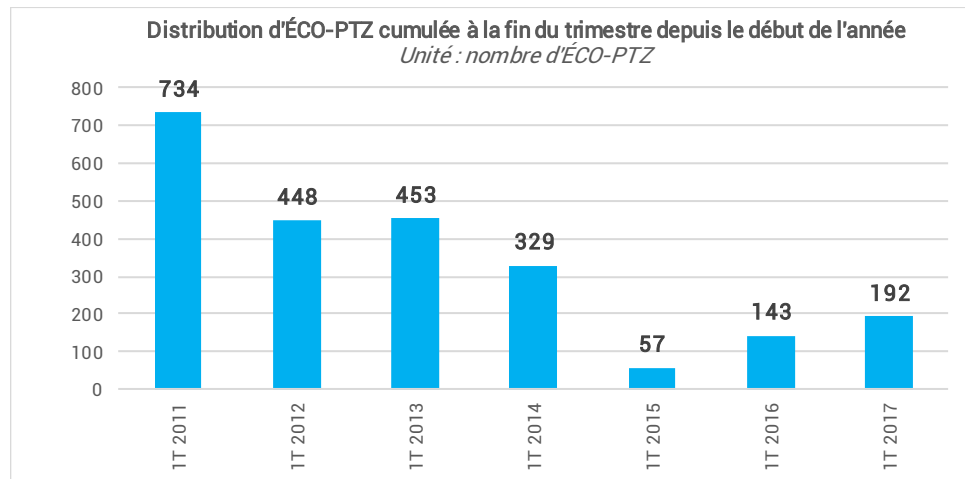
Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers



BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | PRÊTS À TAUX ZÉRO

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2017 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	5,11 M€	+52,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	192 ÉCO-PTZ	+34,3%	▲



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Un 1^{er} trimestre assurément meilleur pour l'éco-PTZ que celui de l'année précédente avec une variation de 34,3%. Ce léger rebond ne montre pas pour le moment un décollage en volume (192 prêts).

Toutefois, l'enveloppe financée globale progresse de 52,5% donnant des travaux réalisés en moyenne plus important (+8,5%).

En ce qui concerne le nombre de PTZ+ (2 482 prêts) une légère baisse se fait sentir dans le financement des logements neufs en ce début d'année (-3% et 49 prêts de moins).

Le financement dans le secteur ancien reste faible (154 prêts) mais progresse cependant de 21,3%.



Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2017 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	2 482	-3,0%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	154	+21,3%	▲

Le PTZ+ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2017 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 544 mill. m ²	+11,7%	▲
Total locaux autorisés	5 289 mill. m ²	+14,3%	▲

La progression de la construction de locaux progresse de 11,7% sur un an. Dans le même temps les autorisations accentuent leur variation avec +14,3% par rapport à l'année précédente. C'est chiffres sont en progression vis-à-vis du trimestre précédent.

De même, les autorisations ont à nouveau

dépassés les 5 millions de m², chiffre atteint pour la dernière fois en 2013.

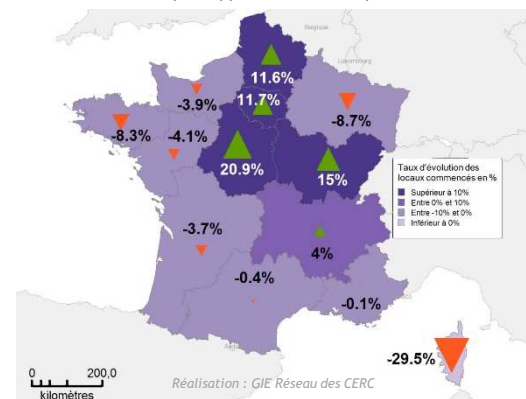
Sans être en tête du classement des régions les plus dynamiques, l'Ile de France fait partie des 5 régions enregistrant des chiffres positifs sur un an.

+11,7% ▲

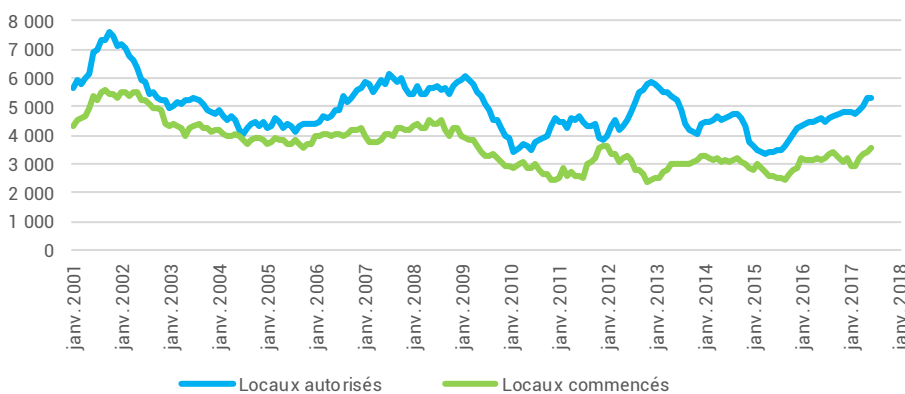
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2017)

3 544 mill. m²

Locaux commencés sur 12 mois à fin juin 2017
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Construction neuve de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²



+14,3% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2017)

5 289 mill. m²

Sources :

SOeS, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2017 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 544 mill. m²	+11,7%	▲
Bâtiments agricoles	52 mill. m²	+2,8%	▲
Secteur privé non agricole	2 586 mill. m²	+14,8%	▲
Dont locaux industriels	341 mill. m ²	+98,9%	▲
Dont commerces	393 mill. m ²	-7,4%	▼
Dont bureaux	993 mill. m ²	-0,9%	=
Dont entrepôts	546 mill. m ²	+60,2%	▲
Dont autres locaux	312 mill. m ²	-0,3%	=
Secteur public	906 mill. m²	+4,3%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2017 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	5 289 mill. m²	+14,3%	▲
Bâtiments agricoles	109 mill. m²	-5,8%	▼
Secteur privé non agricole	4 052 mill. m²	+19,5%	▲
Dont locaux industriels	398 mill. m ²	+49,9%	▲
Dont commerces	828 mill. m ²	+16,3%	▲
Dont bureaux	1 429 mill. m ²	+10,6%	▲
Dont entrepôts	854 mill. m ²	+43,8%	▲
Dont autres locaux	543 mill. m ²	+2,9%	▲
Secteur public	1 127 mill. m²	+0,7%	=

+11,7% ▲

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN JUIN 2017)

3 544 mill. m²

Sources :
SOeS, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

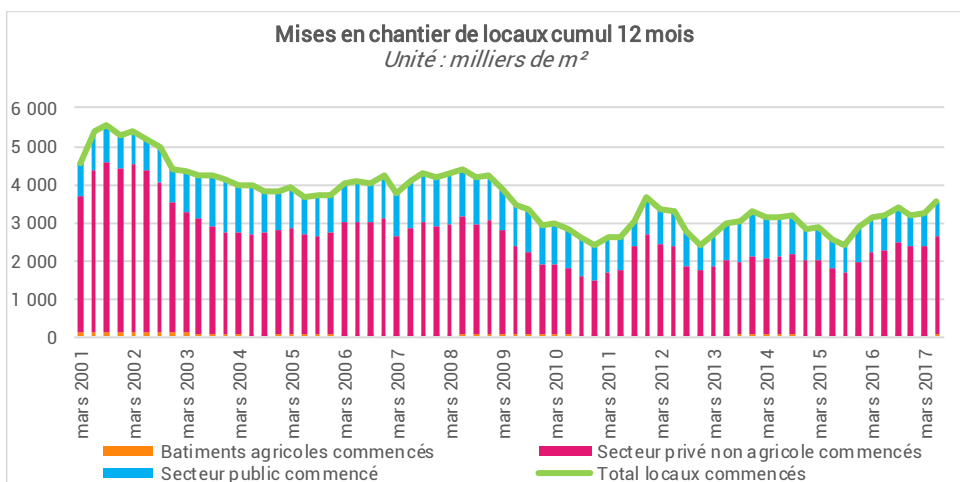
Globalement les locaux commencés progressent de +11,7% (contre 4,1% au trimestre précédent).

Ce chiffre comme au trimestre précédent bénéficie de la progression importante des locaux industriels (+98,9%) et des entrepôts (+60,2%). Les autres segments fluctuent comme les bureaux (-7,4%) et les locaux du secteur publics (+4,3%) convergeant vers le

million de m² de locaux.

Concernant les locaux autorisés, la variation est de +14,3% au global.

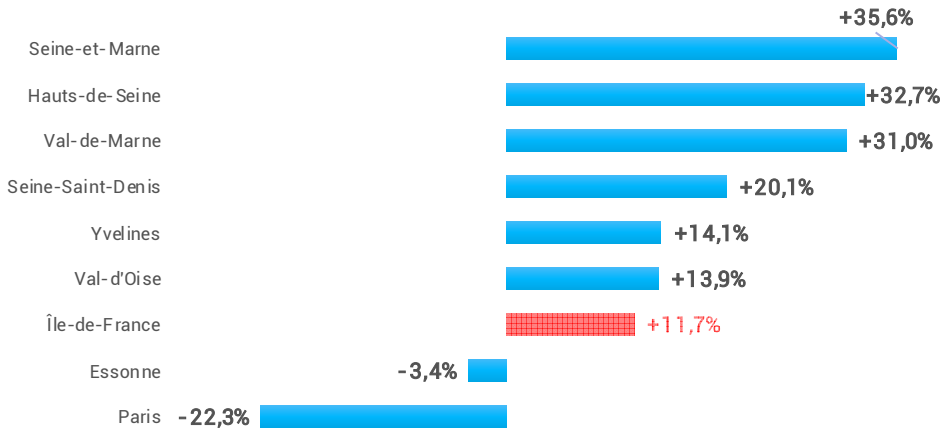
Il faut noter que les autorisations de locaux sont toujours largement supérieures aux mises en chantier. Ce trimestre les autorisations s'élèvent à 5,3 millions pour 3,5 millions de mises en chantier soit 45 % de plus.



BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Les mises en chantier de locaux dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin juin 2017

Unité : % d'évolution à 1 an



Sources :

SOeS, Sit@del2 (date de prise en compte)

Pour ce trimestre, la dynamique des mises en chantier est relativement fluctuante pour certains départements comme la Seine et Marne qui passe de -19,2% au 1^{er} trimestre à 35,6% au 2^{ème} trimestre ou le Val d'Oise qui passe de -15,7% à +13,9%.

Paris reste toujours sur une tendance négative avec -22,3% ce 2^{ème} trimestre et -14,1% au trimestre précédent.

4 départements restent sur une dynamique stable ce premier semestre, les Hauts de Seine, le Val de Marne et les Yvelines et la Seine Saint Denis.

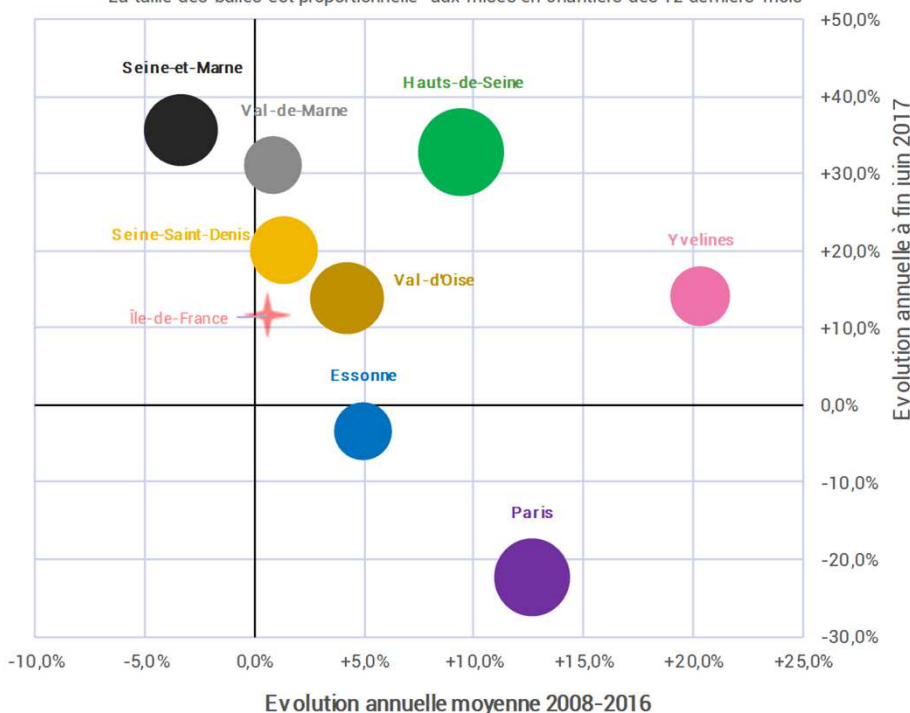
Sur le long terme, seules les Yvelines et les Hauts de Seine se détachent de manière positive.

Les mises en chantier de locaux

Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2008-2016

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 3 ^e trimestre 2017	60	▲
Activité récente du 2 ^e trimestre 2017	55	▲

55 ▲

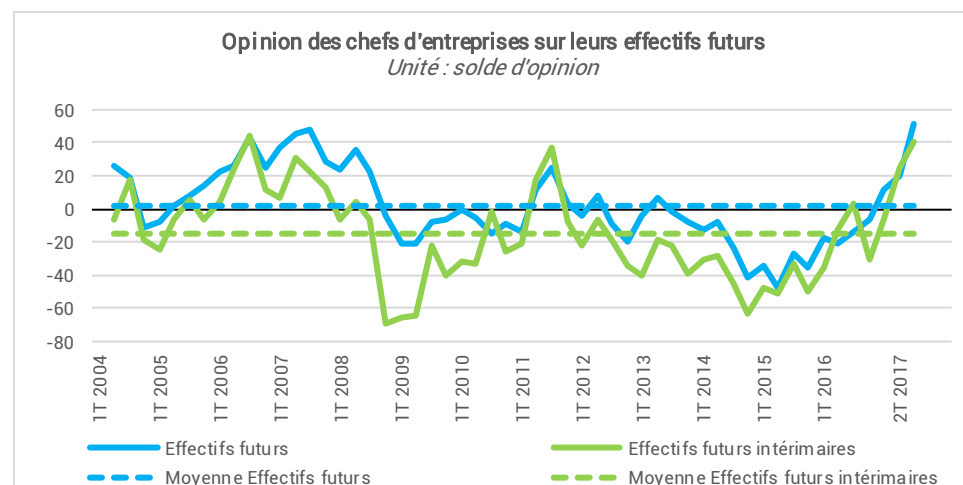
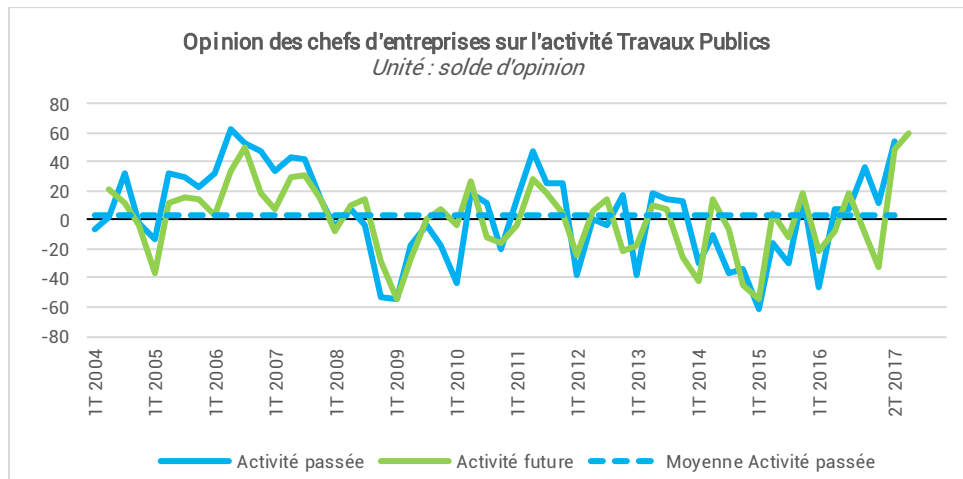
ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^e TRIMESTRE 2017

60 ▲

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^e TRIMESTRE 2017



Comme prévu, l'activité du 2^e trimestre a été positive. L'opinion des chefs d'entreprises enregistre un solde positif de +55 points après avoir chuté à 12 points au 1^{er} trimestre. L'activité future du 3^e trimestre montre aussi une augmentation importante avec un solde de +60 points jamais atteint depuis 2004.

Les effectifs futurs que se soit en salariés ou en intérimaires atteignent eux aussi des hauts niveaux et rejoignent les niveaux de 2004, indiquant un besoin de main d'œuvre en expansion.

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

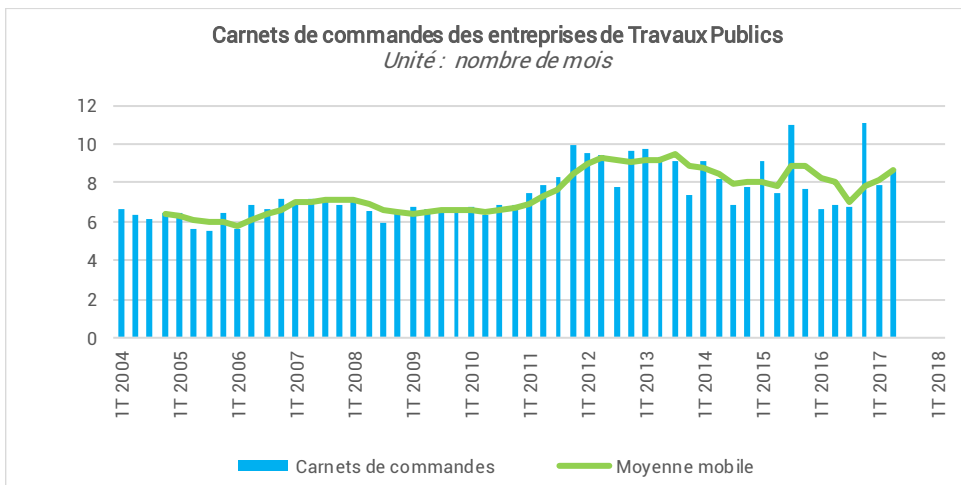
TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

CARNETS DE COMMANDES

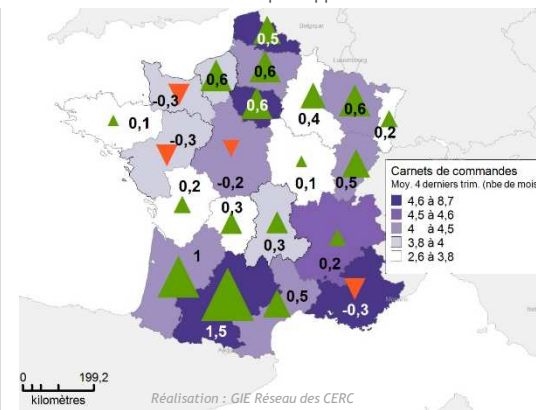
Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	2 ^e trimestre 2017 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,6 mois	+0,6 mois	▲

Les carnets de commandes sont stables pour les Travaux Publics avec une prévision de 8,6 mois. En revanche, les délais de paiement ont tendance à se stabiliser avec seulement +10

points de variation. Pour les chefs d'entreprises, les prix pratiqués après avoir chutés légèrement au 2^e trimestre (-5 points) semblent repartir à la hausse pour la fin de l'année.



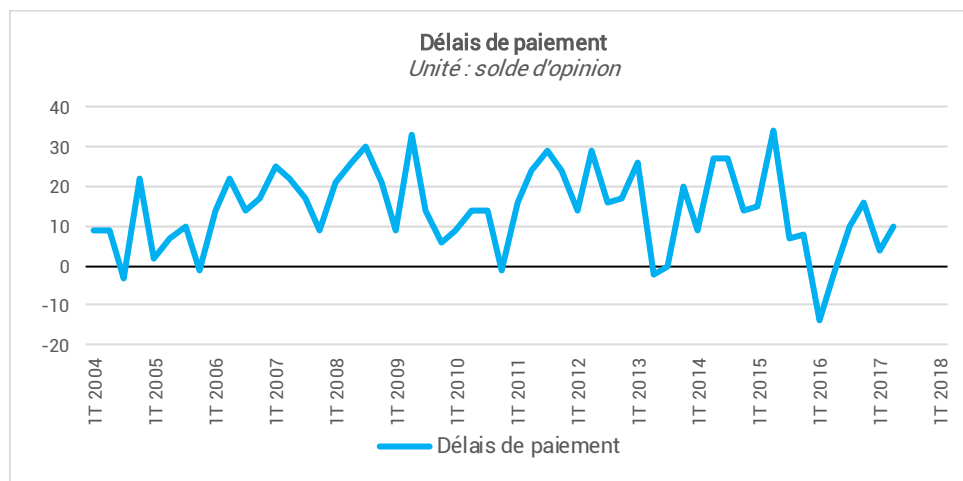
Carnets de commandes au 2^e trimestre 2017
Evolution en nombre de mois par rapport au 2^e trimestre 2016



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	2 ^e trimestre 2017 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	+10	▲



+10 ▲

DÉLAIS DE PAIEMENT
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^e TRIMESTRE 2017

-5 ▲

PRIX PRATIQUÉS
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^e TRIMESTRE 2017

PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 3 ^e trimestre 2017	11	▲
Prix pratiqués au 2 ^e trimestre 2017	-5	▲

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

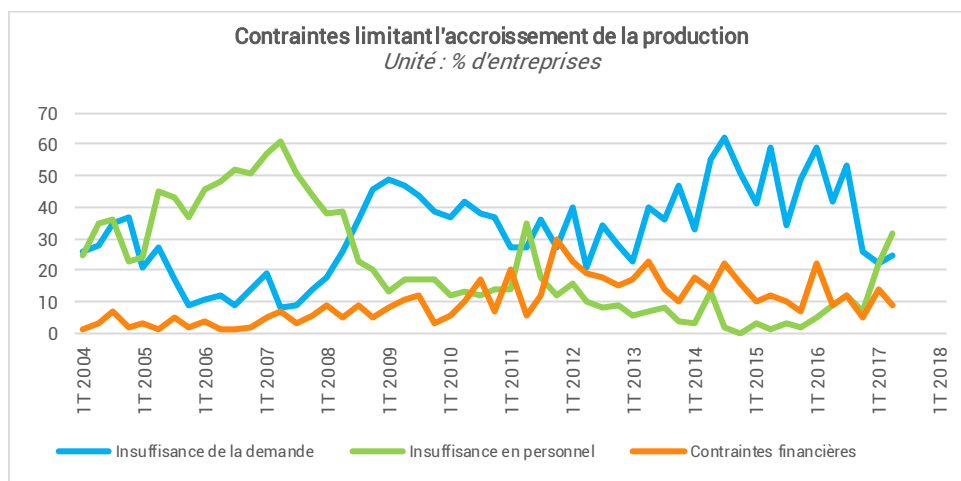
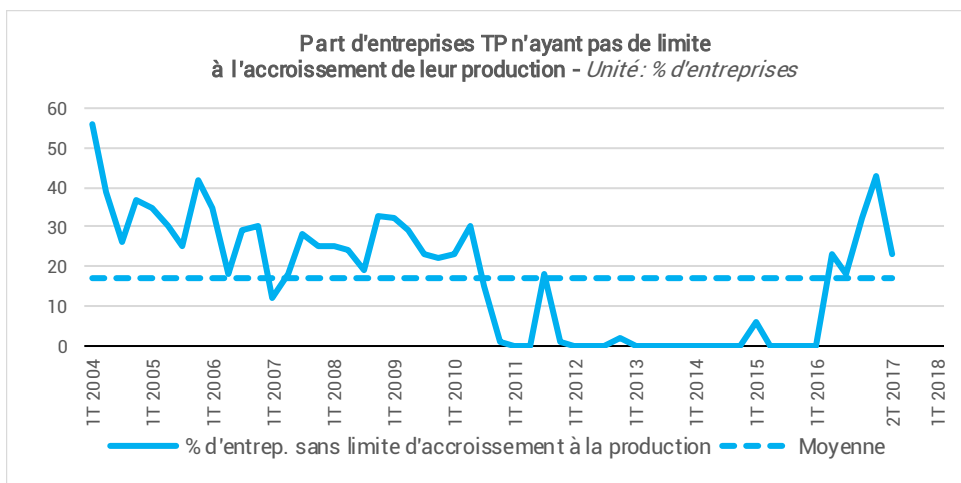
TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2017 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	23%	0 pts	=
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	25%	-17 pts	▼
Insuffisance en personnel	32%	+23 pts	▲
Contraintes financières	9%	0 pts	=
Conditions climatiques	1%	-9 pts	▼
Insuffisance de matériel	0%	0 pts	=
Autres facteurs	5%	0 pts	=

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Peu de surprise sur les différents indicateurs compte tenu des soldes d'opinions précédents. La demande continue d'être présente et le seul véritable écueil reste l'insuffisance de personnel.



- (1) solde d'opinion (écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évol. 1 trim.
 - (2) moyenne des 4 derniers trimestres, en nombre de mois, évol. 1 an
 - (3) % d'entreprises
- * Moyenne de longue période depuis 1^{er} trim. 2004

MATERIAUX | BPE / GRANULATS / CIMENT

La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois			
Production de BPE en mai 2017	499 962 m3	+24,3%	▲
Prod. de Granulats en mai 2017	799 kt	+16,5%	▲
Consommation de ciment en décembre 2016	155 kt	-4,0%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et mai 2017	2 365 390 m3	+14,0%	▲
Production de Granulats entre janv. et mai 2017	3 538 kt	+3,1%	▲
Consommation de ciment en 2016	2 050 kt	+0,3%	=

+14,0% ▲

entre janv. et mai 2017
PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

2 365 390 m3

+3,1% ▲

entre janv. et mai 2017
PRODUCTION DE GRANULATS
EVOL 1AN

3 538 kt

+0,3% =

en 2016
CONSOMMATION DE CIMENT
EVOL 1AN

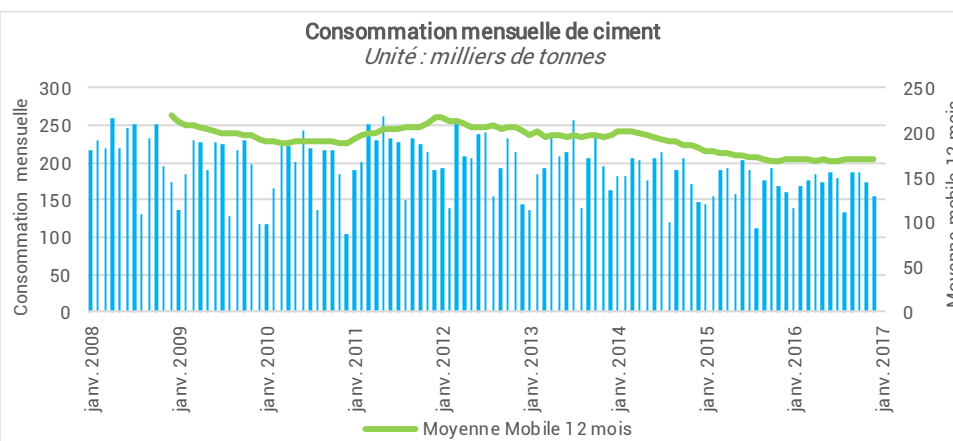
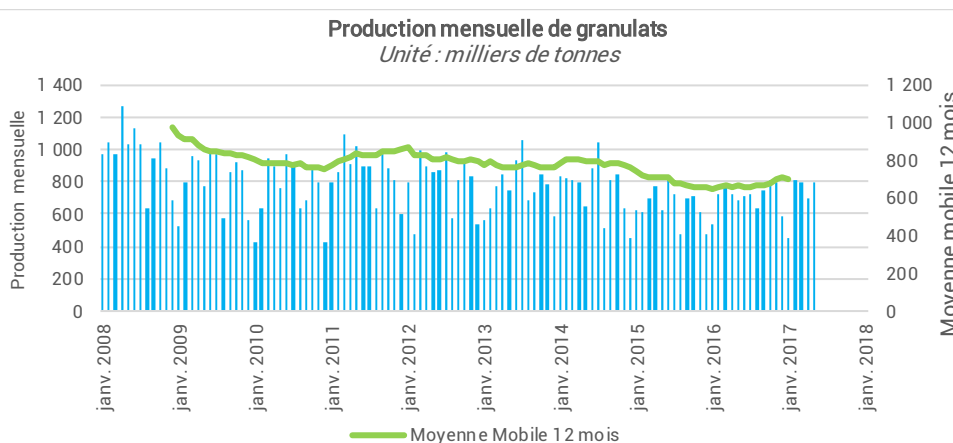
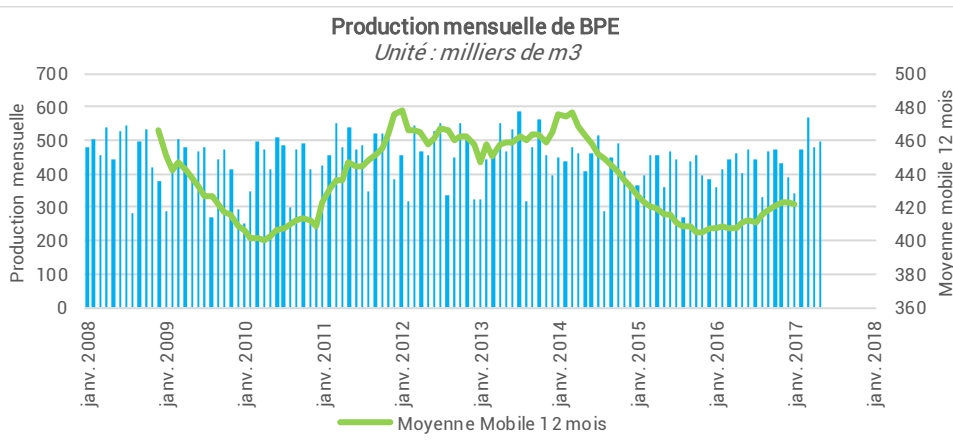
2 050 kt

Sources :

UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)

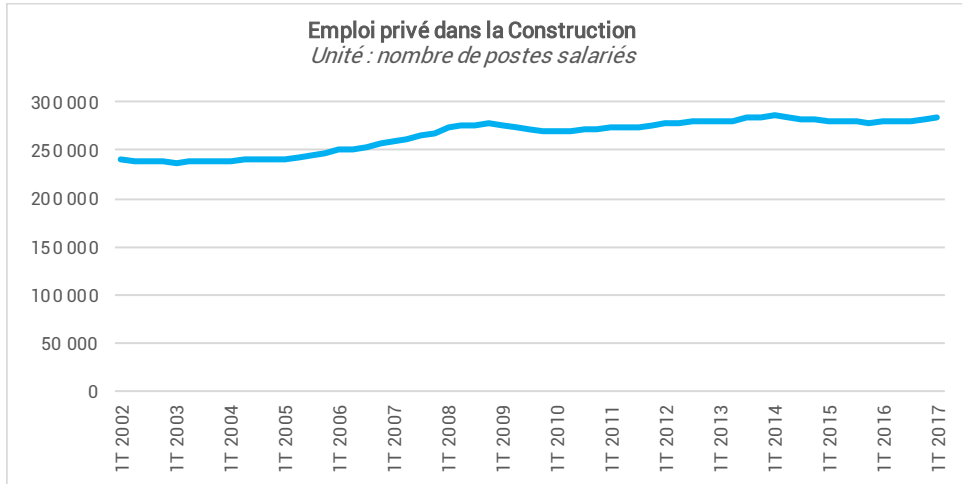
Avec +24,3% au mois de mai et +14% sur les 5 premiers mois de l'année, force est de constater que la consommation de béton prêt à l'emploi se redresse. La consommation suit globalement la production de bâtiment, avec cependant de nombreux mois de retard.

En ce qui concerne les granulats (+3,1%) et le ciment (+0,3%), le début de l'année ne reflète qu'une stagnation qui tranche avec la dynamique des marchés qu'ils soient Bâtiment ou Travaux Publics.



APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2017 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	284 948 sal.	+1,7%	▲



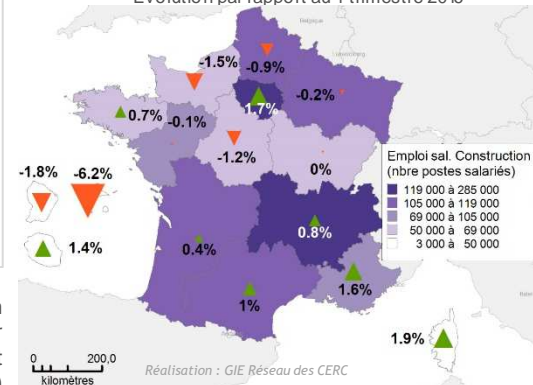
Les bons résultats du secteur de la construction entraîne une progression de l'emploi salarié (+1,7%) sur un an. Sur les 6 derniers mois se sont 4 749 salariés qui ont été embauchés pour faire face à la demande de travaux.

L'intérim accompagne ce bon résultat en progressant au global de +9,6%. Il faut noter cependant que ce résultat est largement soutenu par l'intérim dans le bâtiment (+14,8%) tandis que celui des travaux publics recule de 1,9%.

+1,7% ▲
EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

284 948 sal.

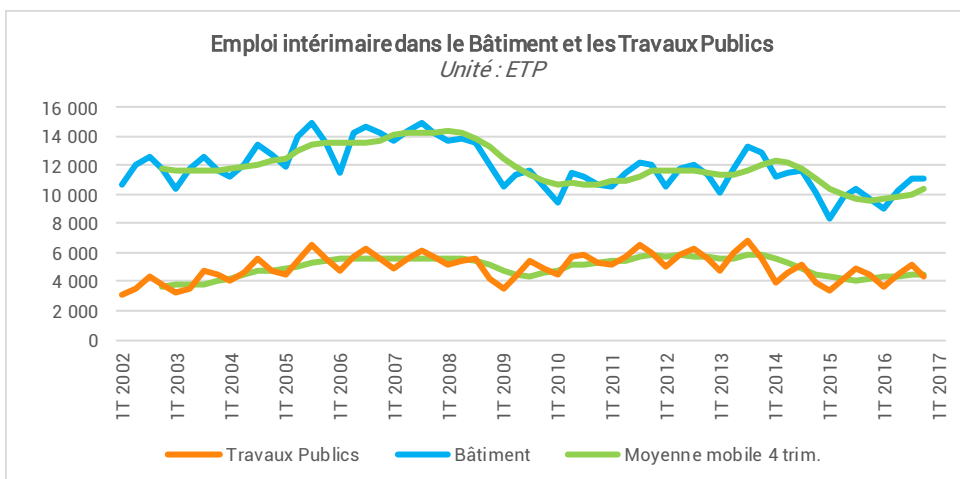
Emploi salarié dans la construction au 1^{er} trimestre 2017
Evolution par rapport au 1^{er} trimestre 2016



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire (en équivalents temps plein)	4 ^e trimestre 2016 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment et Travaux Publics	15 472 ETP	+9,6%	▲
Intérimaires Bâtiment	11 144 ETP	+14,8%	▲
Intérimaires Travaux Publics	4 328 ETP	-1,9%	▼
Intérimaires Industrie des Matériaux	442 ETP	-3,8%	▼



+14,8% ▲

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES BÂTIMENT
AU 4^e TRIMESTRE 2016 (évol 1an)

11 144 ETP

-1,9% ▼

EN 1 AN
DES INTERIMAIRES TP
AU 4^e TRIMESTRE 2016 (évol 1an)

4 328 ETP

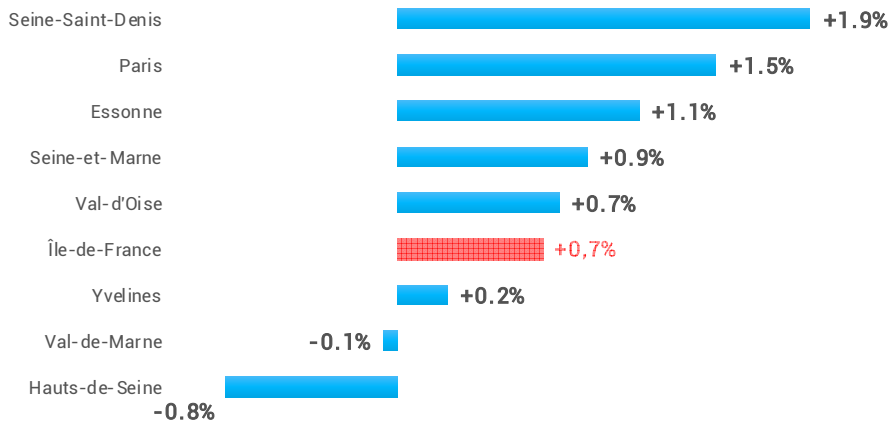
Sources :

DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ

L'emploi salarié dans les départements moyenne du 2T2016 au 1T2017 / moyenne du 2T2015 au 1T2016

Unité : % d'évolution



Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

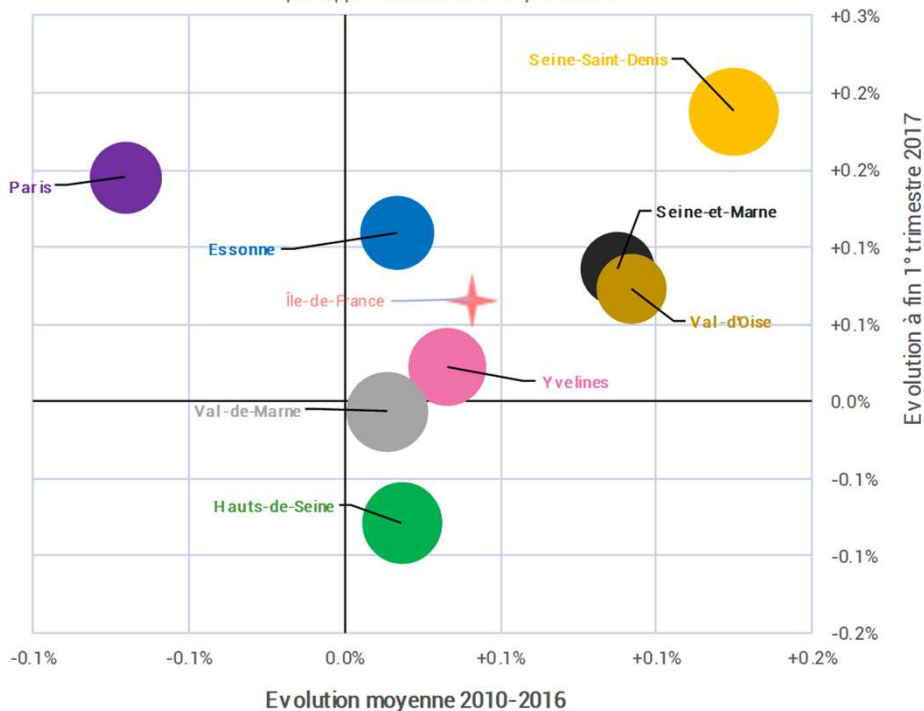
S'agissant de la moyenne sur 12 mois, la progression s'élève à +0,7% (différente de la moyenne du stock fin de mois vu précédemment (+1,7%).

Exceptés le Val de Marne et les Hauts de Seine, les variations d'emplois sont positives.

Il faut noter que, paradoxalement, ces deux départements enregistrent des dynamiques fortes en terme mises en chantier de logements sur le long terme.

L'emploi salarié Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



Sur le long terme, 2010-2016 la croissance des salariés restent cependant faible.

Trois départements se détachent, la Seine Saint Denis, la Seine et Marne et le Val d'Oise. Néanmoins, cette variation reste faible, comprise entre +0,1% et +0,2%.

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Juin 2017 - Evol 1 an		
DEFM Construction	46 988 DEFM	-7,9%	▼
DEFM tous secteurs économiques	644 212 DEFM	-0,2%	=
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

-7,9% ▼
 EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
 SIT. À FIN JUIN 2017
46 988 DEFM

Le volume de demandeurs d'emplois catégorie A de la construction affiche un bon résultat à la fin du 1^{er} trimestre avec une chute de 7,9%.

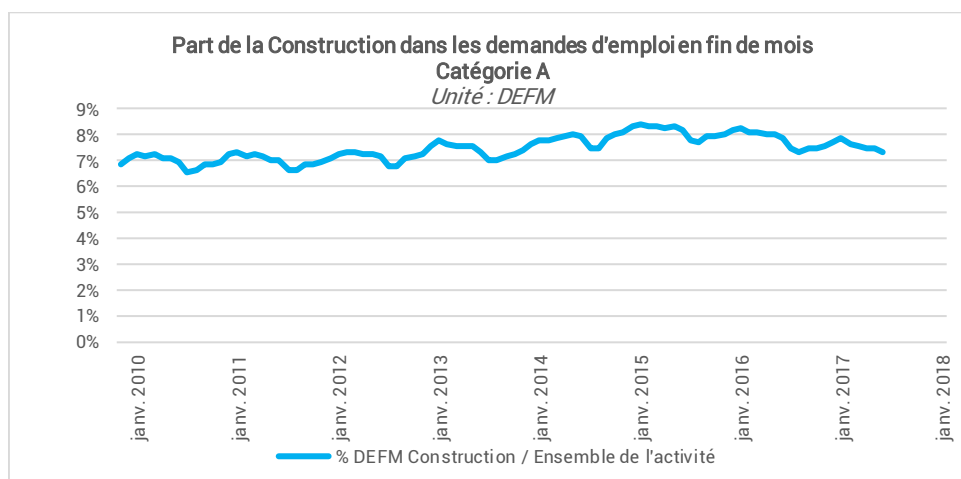
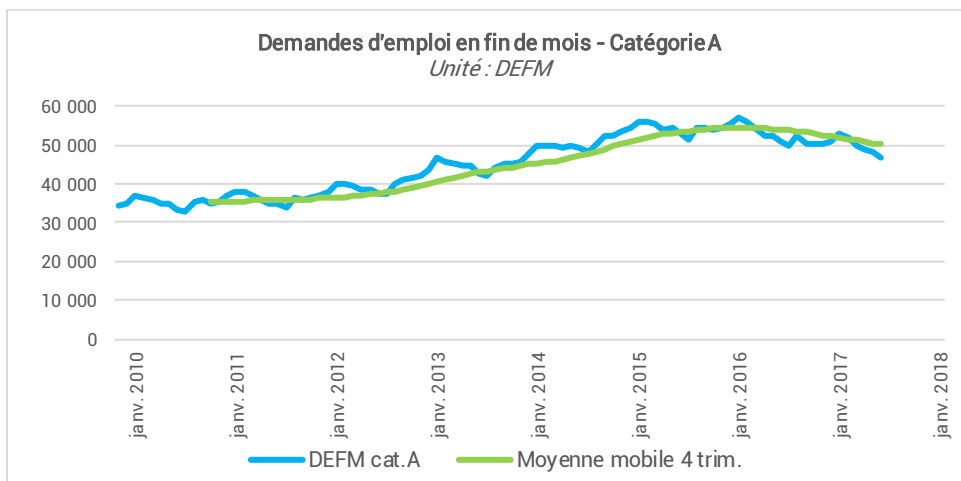
Le secteur se comporte mieux que l'ensemble des secteurs économiques quand à lui stagne avec -0,2%.

Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2 ^e trimestre 2017 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 172 créations	-6,9%	▼
<i>Dont créations hors micro-entrepreneurs</i>	2 471 créations	+6,6%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	12 438 créations	-4,4%	▼
<i>Dont créations hors micro-entrepreneurs</i>	9 501 créations	+7,6%	▲

-6,9% ▼

EN 1 AN
DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES
AU 2^e TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

3 172 créations

Les créations d'entreprises sont en panne sur ce 2^{ème} trimestre (-6,6%) et seuls les micro-entrepreneurs progressent (+6,6%). En cumul sur 4 trimestres, le total des créations recule de 4,4%, pour 12 438 unités.

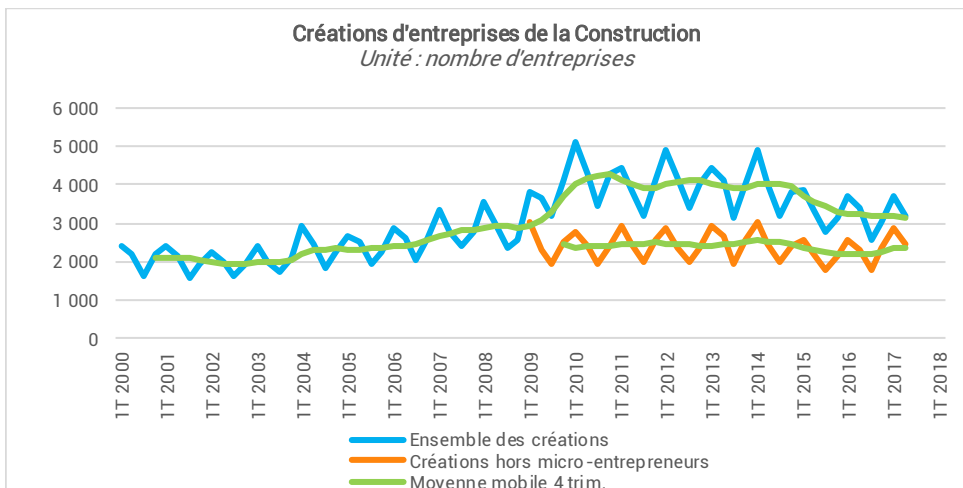
Ce recul provient, en revanche, de la chute des créations de micro-entreprises; dans la mesure où le volume des entreprises « classiques » progressent de +7,6% sur les 4 derniers trimestres

+6,6% ▲

EN 1 AN
HORS MICRO-ENTREPRENEURS
AU 2^e TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

2 471 créations

Sources :
INSEE (données brutes)



APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2017 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	881 défaillances	-9,8%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	3 236 défaillances	-9,4%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	2 112 salariés	-15,0%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	7 918 salariés	-12,6%	▼

-9,8% ▼

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.
AU 1^{er} TRIMESTRE 2017 (évol 1an)

881 défaillances

Moins de créations d'entreprises mais aussi moins de défaillances. Tous les indicateurs affichent une baisse.

Il est clair que la bonne santé du secteur, aujourd'hui, joue en faveur du maintien de l'activité.

Il faut remarquer aussi, qu'en conséquence, le volume de salariés des entreprises défaillantes à tendance à se réduire (-15,0%), impactant de manière mécanique, à la baisse, le volume des demandeurs d'emplois.

Sources :

Banque de France (données brutes)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

